

GLOBALISATION CAPITALISTE, DISCIPLINE NÉOLIBÉRALE ET SOUVERAINETÉ NÉOCONSERVATRICE : RETOUR SUR QUELQUES DISTINCTIONS CONCEPTUELLES

Frédérick Guillaume Dufour and Michel-Philippe Robitaille

Volume 24, Number 1, 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1068295ar>
DOI: <https://doi.org/10.7202/1068295ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de droit international

ISSN

0828-9999 (print)
2561-6994 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dufour, F. & Robitaille, M.-P. (2011). GLOBALISATION CAPITALISTE, DISCIPLINE NÉOLIBÉRALE ET SOUVERAINETÉ NÉOCONSERVATRICE : RETOUR SUR QUELQUES DISTINCTIONS CONCEPTUELLES. *Revue québécoise de droit international / Quebec Journal of International Law / Revista quebequense de derecho internacional*, 24(1), 45–68. <https://doi.org/10.7202/1068295ar>

Article abstract

Sociological debates around the question of globalization have for a long time portrayed the present era in contrast with the post-war international order depicted in realist accounts. In so doing they have propagated the common perception of a golden age of the sovereign nation-state taken over by an era of globalization. Analyzing recent contributions from different international relations theories, we assess the need to nuance this linear historical narrative. We focus our attention on the ways in which a historical sociology of capitalist processes and neoliberal institutions can provide the debate between Realists and Globalists with fresh insights. Finally, we will re-evaluate the transformation of the modalities through which sovereignty and power are institutionalized in contemporary international relations by identifying the limits of theories that emphasize the threatening effects of globalization, allegedly jeopardizing states' (including the United States) capacity to exercise their sovereignty.

GLOBALISATION CAPITALISTE, DISCIPLINE NÉOLIBÉRALE ET SOUVERAINETÉ NÉOCONSERVATRICE : RETOUR SUR QUELQUES DISTINCTIONS CONCEPTUELLES

*Frédéric Guillaume Dufour**

*Michel-Philippe Robitaille***

Les débats sociologiques traitant de la question de la globalisation ont longtemps dressé le portrait social de l'ère actuelle en contraste avec la conception de la période d'après-Guerre héritée des réalistes. Ils ont ainsi contribué à la perception selon laquelle un âge d'or de l'État-national souverain aurait été supplanté par l'ère de la globalisation. En nous basant sur une évaluation de contributions récentes de différentes théories des relations internationales, nous analyserons la nécessité de nuancer cette perception. Nous nous intéresserons notamment à l'éclairage qu'une sociologie historique des processus capitalistes et des institutions néolibérales peuvent apporter au débat opposant les réalistes aux globalistes. Enfin, nous réévaluerons la transformation des modalités à travers lesquelles s'institutionnalisent la souveraineté et le pouvoir au sein des relations internationales contemporaines en indiquant les limites des approches qui soutiennent que la globalisation aurait complètement mise en péril la capacité des États, et des États-Unis notamment, à exercer leur souveraineté.

Sociological debates around the question of globalization have for a long time portrayed the present era in contrast with the post-war international order depicted in realist accounts. In so doing they have propagated the common perception of a golden age of the sovereign nation-state taken over by an era of globalization. Analyzing recent contributions from different international relations theories, we assess the need to nuance this linear historical narrative. We focus our attention on the ways in which a historical sociology of capitalist processes and neoliberal institutions can provide the debate between Realists and Globalists with fresh insights. Finally, we will re-evaluate the transformation of the modalities through which sovereignty and power are institutionalized in contemporary international relations by identifying the limits of theories that emphasize the threatening effects of globalization, allegedly jeopardizing states' (including the United States) capacity to exercise their sovereignty.

* Professeur au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal.

** Chercheur au Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CÉDIM) à l'UQAM.

« Il faut se rappeler que le développement inégal du capitalisme industriel à l'échelle internationale a toujours été un processus combiné, qui rejette régulièrement de nouvelles formes de sociétés hybrides, et qui déjoue régulièrement les attentes de développement linéaire et homogène à travers un vaste éventail de sociétés et de conditions historiques – l'"empire de la démocratie capitaliste" contient aussi des formes de capitalismes autoritaires, et il reste également fracturé sur le plan géopolitique* . [Notre traduction.] »

- Simon Bromley, *American Power and the Prospects for International Order* (2008)*

L'actuel processus de globalisation requiert un exercice de clarification conceptuelle. Malgré leur partage d'une sémantique souvent commune, défenseurs et critiques de la place de l'État dans la « globalisation néolibérale » parlent rarement des mêmes choses. Afin de sortir de cette versatilité terminologique, l'analyse théorique du rôle et du pouvoir de l'État dans la mondialisation doit passer par un retour à des distinctions entre des concepts trop souvent considérés comme des synonymes. Pourtant, parce qu'ils sont forgés à partir de champs différents et à travers des problématiques distinctes, les différents concepts utilisés pour décrire la « mondialisation » jouent des rôles distincts dans différentes théories. Nous proposerons ici de préciser l'articulation de deux triades conceptuelles : une première entre les concepts de capitalisme, de globalisation et de mondialisation, et une seconde entre les concepts de capitalisme, de néolibéralisme et de néoconservatisme. Bien entendu, il est impossible de couvrir l'ensemble de ce qui a été écrit sur ces concepts durant les dernières décennies. Nous proposons plutôt de présenter de quelle façon certaines contributions en sociologie historique et en économie politique internationale ont contribué à en clarifier l'articulation. Nous soulignerons au passage le rôle que peut avoir l'étude du droit international afin d' étoffer, de consolider ou de tester empiriquement les hypothèses formulées à partir de ces champs respectifs. Ce rôle, à notre avis, devrait être de contribuer à mettre en relief le fait que les différentes relations de pouvoir et relations sociales que décrivent ces concepts reposent, sont institutionnalisés et sont reproduits, à travers des mécanismes juridiques distincts. Nous présenterons ces contributions en les situant dans la foulée de l'important travail de clarification conceptuelle qu'avait amorcé Jens Bartelson sur le concept de globalisation il y a une décennie.

□ Simon Bromley, *American Power and the Prospects for International Order*, Cambridge, Polity Press, 2008 à la p. 204.

I. JENS BARTELSON ET LA TRAJECTOIRE DU CONCEPT DE GLOBALISATION

Le concept de *globalisation* a eu son heure de gloire durant la décennie 1990-2000. Bien qu'elle doive aujourd'hui être mise à jour, une des tentatives les plus heuristiques de retracer la trajectoire de ce concept en sciences sociales et dans la littérature sur les relations internationales (RI) demeure celle de Jens Bartelson dans « Three Concepts of Globalization »¹. S'inspirant des méthodes de la sociologie des RI et de l'histoire conceptuelle, Bartelson se donnait pour objectif de décrire la carrière des significations et des performances du concept de globalisation dans le champ d'étude des RI. En 2000, il identifiait trois grands actes dans la mise en scène du concept. Désireux de ne pas surenchérir sur le processus de construction conceptuelle qu'il épiluchait, Bartelson se préservait de trancher lequel des différents moments de cette trajectoire météorique lui semblait le plus porteur. Il insistait cependant sur l'importante dimension performative du discours sur la globalisation : « Plutôt que de renvoyer simplement à un processus de transformation déjà évident, le concept de globalisation fonctionne comme un *véhicule* du changement qu'il dépeint comme manifeste »². [Notre traduction.]

Selon la première acception identifiée par Bartelson et sans doute la plus répandue, la « globalisation » est conçue comme un transfert de pouvoir de l'État vers le niveau international. Ici, « la globalisation signifie un *processus de changement dont l'origine se situe au niveau des unités*, essentiellement en raison des conséquences inattendues de l'*interaction entre les unités* »³. [Notre traduction.] Il s'agit d'une conception essentiellement quantitative de l'intensification des transferts ou des échanges entre des unités préconstituées, que sont les États, dont les frontières sont conçues comme étanches et opaques. La globalisation est également ici un processus dont la directionalité part de l'unité préconstituée, l'État en tant qu'acteur rationnel, vers l'extérieur. Elle ne transforme pas de façon fondamentale les caractéristiques des unités principales analysées par le néoréalisme et l'institutionnalisme néolibéral en études des relations internationales. Celles-ci se voient attribuer un pouvoir d'agence décisif qui en ferait les instigateurs du processus de globalisation⁴. Cette acception prend racine dans les travaux des institutionnalistes des années 1970 et 1980 où les concepts d'internationalisation et d'interdépendance tapissaient le lexique des théories du déclin de l'hégémonie américaine⁵. Les États ici sont conçus comme étant les principaux instigateurs d'une suspension de leur

¹ Jens Bartelson, « Three Concepts of Globalization » (2000) 15:2 International Sociology 180. Pour des études plus à jour du concept de globalisation, voir Timothy Brennan, *Wars of Position: the Cultural Politics of Left and Right*, New York, Columbia University Press, 2006 ch. 4 [Brennan, *Wars of Position*]; Frederick Cooper, *Colonialism in Question: Theory, Knowledge, History*, Berkeley, University of California Press, 2005 ch. 4; Justin Rosenberg, « Globalization Theory. A Post Mortem » (2005) 42 International Politics 2 [Rosenberg, « Globalization »].

² Bartelson, *ibid.* à la p. 183; voir aussi David Harvey, *Spaces of Hope*, Berkeley, University of California Press, 2000 ch. 4; Brennan, *Wars of position*, *ibid.* à la p. 129. Pour une analyse similaire du concept de néolibéralisme, voir Pierre Bourdieu, *Contre-feux*, coll. Raisons d'agir, Paris, Liber, 1998 à la p. 108 et s.

³ Bartelson, *supra* note 1 à la p. 184.

⁴ Bartelson, *supra* note 1 à la p. 186.

souveraineté afin de déléguer celle-ci à des organisations supranationales œuvrant dans des domaines de régulation spécifiques. C'est la généalogie de ces processus que devrait mettre en relief l'étude du droit international afin d'étoffer cette première perspective⁶.

Dans le deuxième acte, entre en scène le concept de *globalisation* compris comme une *transformation majeure*. Ici, le processus analysé est présenté comme ayant un impact structurant sur le système reliant des unités préconstituées, l'identité de ces dernières subissant une métamorphose durant le processus⁷. La dynamique opère ici essentiellement de l'extérieur vers l'intérieur et les unités affectées par la globalisation sont théorisées comme des courroies de transmission de celle-ci. On évoque ici des transformations structurelles ou systémiques, provoquées par l'interaction des États entre eux, et utilisant les institutions du système international comme instruments juridiques nécessaires à des changements globaux. Comme principaux théoriciens de ces transformations, on pense notamment à des auteurs de traditions théoriques aussi diverses que celles d'Immanuel Wallerstein, Ian Clark, David Held et de Robert W. Cox. La question qui se pose alors pour l'étude empirique du droit international est la suivante : dans quelle mesure le droit international joua-t-il un rôle dans la réduction de la souveraineté des États en court-circuitant le rôle des États dans l'établissement de ces nouvelles règles ? Dans quelle mesure a-t-il, par exemple, mis en place des mécanismes juridiques permettant aux marchés de s'étendre au détriment de la capacité des États à les réguler ou, inversement, dans quelle mesure les droits de propriété intellectuelle ont-ils pu avoir comme effet de limiter la compétition ?

La fin des années 1990 voit apparaître le dernier acte recensé par Bartelson, celui de la *Globalization Theory*, où la *globalisation* est conçue comme le moment lors duquel seraient transcendées les catégories des théories sociales classiques. Alors que les deux premières acceptions étaient relativement complémentaires et mettaient en jeu la direction de la causalité entre les agents politiques et le système international, d'un processus dont la factualité n'était pas contestée, on assisterait avec ce troisième acte à une mutation épistémologique. Il ne s'agirait plus ici de renverser la chaîne causale du processus de globalisation, ni d'en démontrer l'étendue quantitative. Il s'agit plutôt, insiste Albrow⁸, de sortir du paradigme de la modernité, paradigme auquel aurait mit fin l'Âge global. Ici, les catégories même d'agent et de système, à travers lesquelles le *mainstream* de la théorie des RI est socialisé,

⁵ Bartelson, *ibid.* la p. 184; voir aussi Robert O. Keohane, *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton, Princeton University Press, 1984 [Keohane, *After Hegemony*]; Stéphane Roussel et Dan O'Meara, « Le libéralisme classique » dans Alex Macleod et Dan O'Meara, dir., *Théorie des relations internationales : Contestations et résistances*, 2^e éd, Montréal, Athéna, 2010 à la p. 131 et s.

⁶ Voir Stephen D. Krasner, *Sovereignty: Organised Hypocrisy*, Princeton, Princeton University Press, 1999 [Krasner, *Sovereignty*]; Andrew Kuper, *Democracy Beyond Borders: Justice and Representation in Global Institutions*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

⁷ Bartelson, *supra* note 1 à la p. 186.

⁸ Martin Albrow, *The Global Age: State and Society Beyond Modernity*, Stanford, Stanford University Press, 1996 [Albrow].

subiraient une forme de liquéfaction au point de perdre toute pertinence heuristique⁹. Cette liquéfaction résulterait d'un double processus de déspatialisation et de détemporalisation des repères de la politique internationale conventionnelle. Plus précisément, l'opacité des catégories et des agents politiques traditionnels de la théorie des RI se dissoudrait au contact répété des flots continus et transfrontaliers entraînant la déterritorialisation des identités. Ce déplacement du débat sur la question de la force motrice de la transformation prise pour acquise qu'est la globalisation vers sa redéfinition qui transcenderait les catégories conventionnelles des RI aboutit à la perception de la globalisation comme un phénomène ayant acquis une autonomie systémique et autoréférentielle¹⁰. Par son extraordinaire récurrence dans la description de la transformation de la quotidienneté globale du monde post-guerre froide, l'idée de globalisation en serait venue à performer une prophétie auto-réalisatrice. Il serait désormais impossible d'en nier l'existence, d'en contester l'ordre du discours, au point où, même l'utilisation des conceptions classiques en sciences sociales devrait s'effacer devant une nouvelle « ontologie du global » qui serait devenue la condition épistémologique *sine qua non* d'une théorie des RI¹¹. En somme, les *Globalization Theory* appellent à une refonte ontologique qui serait la conséquence inévitable d'un changement d'époque de la même ampleur que celle traditionnellement attribuée aux *Traité de Westphalie*. Le système international moderne serait aujourd'hui soumis à des transformations si importantes que le cadre classique des sciences sociales hérité de l'ère des empires ne conviendrait plus à expliquer ces récents développements et tomberait dans l'obsolescence¹². Dans ce troisième acte, ce sont autant les repères de la théorie sociale classique qui sont invités à quitter la scène, que ceux de l'étude empirique du droit international. À propos de ce diagnostic effectué par la *Globalization Theory*, un sceptique observe que : « Les antagonismes de classe, les rivalités géopolitiques, la défense des privilèges, les stratégies impériales, les arguments crus à propos de la guerre et de l'accumulation de profit, bref, l'ensemble des causes historiques des mécanismes antérieurs, sont, implicitement relayés à des explications de deuxième ordre »¹³. [Notre traduction.] La *Globalization Theory* fait remonter l'origine de ce changement d'époque à une liste de causes éclectiques qui relèvent davantage de l'énumération empirique que de la reconstruction théorique. C'est dans ce contexte que les ouvrages *Empire* et *Multitude* furent publiés et eurent le succès que l'on connaît¹⁴.

Pour nos fins, notons que le troisième acte décrypté par Bartelson repose sur

⁹ Bartelson, *supra* note 1 à la p. 189.

¹⁰ Pour la version classique de cette thèse voir Albrow, *supra* note 8. Pour une version modérée, voir Anthony Giddens, *The Consequences of Modernity*, Stanford, Stanford University Press, 1990. Pour une version récente, voir Michel Freitag, *L'impasse de la globalisation. Une histoire sociologique et philosophique du capitalisme*, coll. Théorie, Montréal, Écosociété, 2008.

¹¹ Bartelson, *supra* note 1 à la p. 192.

¹² Albrow, *supra* note 8.

¹³ Brennan, *Wars of position*, *supra* note 1 à la p. 130.

¹⁴ Publiés au début des années 2000 par Michael Hardt et Anthony Negri, ces deux ouvrages connurent un succès instantané autant au sein des théories postmodernes des relations internationales, que dans plusieurs mouvements de résistance à la globalisation. Michael Hardt et Anthony Negri, *Empire*, Cambridge, Harvard University Press, 2000; Michael Hardt et Anthony Negri, *Multitude*, New York, Penguin Press, 2004.

deux prémisses. D'abord, que le développement de la globalisation est un phénomène dont la généalogie dans des relations sociales ne pourrait plus être reconstruite à partir d'une théorie du capitalisme. Puis, que la postmodernité des RI marquerait une rupture avec une période moderne, lire westphalienne, qui aurait contenu les flots économiques, identitaires et politiques au sein du corset de l'État-national souverain. La globalisation ici est donc associée à une période d'éclatement où les flots assaillant l'État-national souverain de toutes parts s'abattraient sur la souveraineté de l'État. Les tenants et les aboutissants de ces débats et la continuité épistémologique qui les sous-tend ont été analysés ailleurs¹⁵. Ce qui nous intéresse ici, ce sont les deux problématiques qui brillèrent souvent par leur absence dans ces débats : celle de la relation entre le capitalisme, la mondialisation et la globalisation d'une part, et celle de la relation entre le capitalisme, le néolibéralisme et le néoconservatisme qui accompagnèrent et transformèrent l'ordre international post-guerre froide d'autre part. Bien que les concepts de ces deux triades soient souvent utilisés de façon interchangeable, nous défendrons ici qu'ils gagnent à être distingués analytiquement parce qu'ils permettent de mettre en relief des relations sociales historiques institutionnalisées à travers des mécanismes juridiques distincts. Nous aborderons ces deux triades conceptuelles en indiquant comment certains développements récents des théories marxistes des RI ont cherché à les départager, notamment en proposant un nouvel éclairage sur l'interprétation de la modernité capitaliste des RI.

II. CAPITALISME, MONDIALISATION ET GLOBALISATION

Dans cette section, nous aimerions d'abord défendre qu'il est pertinent d'un point de vue sociohistorique de distinguer les concepts de *mondialisation* et de *globalisation* en montrant en quoi ils peuvent notamment mettre en relief des dimensions distinctes de processus sociaux souvent confondus. Ces deux concepts permettent de poser différentes questions à propos des formes de pouvoir que le capitalisme rend possible, ainsi qu'à propos de la spatialité historique du capitalisme. Questionner cette dernière dimension des RI permet, entre autres, de remettre en question les théories du capitalisme ou de la mondialisation qui font abstraction de leur ancrage géo-historique global.

Depuis une quarantaine d'années déjà, un imposant programme de recherche multidisciplinaire, développé d'abord par Braudel, puis par Wallerstein et Arrighi, a utilisé la notion de système-monde afin d'appréhender l'historicité du capitalisme comme un système dont les ramifications géographiques s'inscrivent dans un espace *mondial*¹⁶. Selon ce programme, il revient au centre de ce système, caractérisé par la

¹⁵ Frédéric Guillaume Dufour et Jonathan Martineau, « Le moment libéral et sa critique: pour un retour à l'histoire au-delà du fonctionnalisme » (2007) 38:2 *Études internationales* 209 [Dufour et Martineau, « Le moment libéral »]; Rosenberg « Globalization » *supra* note 1.

¹⁶ Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e -XVIII^e*, Paris, Armand Colin; Immanuel Wallerstein, *Le système du monde du XV^e siècle à nos jours*, coll. Nouvelle Bibliothèque scientifique, vol. 1, Paris, Flammarion [Wallerstein], 1980; Giovanni Arrighi, *The Long Twentieth Century*, London Verso, 1994 [Arrighi, *Twentieth Century*].

présence d'une ville dominante, d'organiser une redistribution géographique inégale de la puissance se déployant à partir d'un centre capitaliste dominant vers une périphérie et une semi-périphérie. Ces espaces périphériques et semi-périphériques viennent alimenter en ressources, mains-d'œuvre et marchés, la puissance du centre capitaliste à travers un vaste répertoire historique de formes de pillages, de ponctions, de transferts et de manœuvres à son bénéfice¹⁷. Pour la théorie du système-monde, toute perspective en sciences sociales qui étudie l'État en abstraction de ce processus historique de hiérarchisation globale de la puissance procède à une violence de l'abstraction en refoulant la réalité des rapports de force internationaux et en oblitérant le rôle des hiérarchies sociales, économiques et raciales constituées à travers ce processus (dans l'étude empirique du droit international, les travaux d'Antony Anghie constituent une des plus importantes tentatives de contrer cette violence de l'abstraction¹⁸). Les travaux sur l'échange inégal¹⁹ constituent une des composantes plus économique et moins géographique de ce corpus, mais ils participent à ce mouvement de résistance théorique aux analyses endogènes ou étato-centrées du développement économique. Dans la théorie du système-monde, la matrice principale afin de comprendre la hiérarchisation historique des relations de pouvoir entre un centre et une périphérie est l'analyse de la redistribution géographique inégale de la puissance²⁰. Selon cette conception, le « mondial », ou parfois le « global », est plus ou moins synonyme d'un processus menant à la saturation de la surface de la planète par la densification des réseaux qui la constituent²¹. Dans les travaux récents de Martin Shaw²², de Robinson²³, et Sklair²⁴, c'est moins le caractère diffus de ces réseaux qui caractériserait la présente phase de globalisation, que l'intégration croissante des classes, des institutions, des intérêts et des politiques d'un noyau d'États occidentaux internationalisés, dont la coordination reposerait davantage sur l'intérêt commun de maintenir des hiérarchies *mondiales*,

¹⁷ Voir Paul A. Baran, *The Longer View: Essays Toward a Critique of Political Economy*, New York, Monthly Review Press, 1969; Fernando Henrique Cardoso et Enzo Faletto, *Dépendance et développement en Amérique Latine*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978; André Gunder Frank, *Capitalisme et sous-développement en Amérique Latine*, 5e éd, coll. « Textes à l'appui », traduit par Guillaume Carle et Christos Passadéos, Paris, François Maspero, 1979; Wallerstein, *ibid.* Voir aussi Marcel van der Linden, *Workers of the World: Essays Towards a Global Labor History*, coll. Studies in Global Social History, Leiden (Pays-B), Brill, 2008, c. 13.

¹⁸ Voir Antony Anghie, *Imperialism, Sovereignty and the Making of International Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005; Antony Anghie et al., *The Third World and International Order: Law, Politics and Globalization*, Leiden (Pays-B), Brill, 2003. Pour une introduction à cette problématique en français, voir Martin Gallié, « Les théories tiers-mondistes du droit international (TWAİL) : Un renouvellement? » (2008) 39:1 Études Internationales 17.

¹⁹ Arghiri Emmanuel et al., *Un débat sur l'échange inégal : salaires, sous-développement, impérialisme*, Paris, François Maspero, 1975.

²⁰ Benno Teschke, *The Myth of 1648: Class, Geopolitics, and the making of modern international relations*, Londres, Verso, 2003 aux pp. 129-39 [Teschke, *The Myth of 1648*].

²¹ Manuel Castells, *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 1998.

²² Martin Shaw, dir., *Theory of the Global State: Globality as Unfinished Revolution*, coll. Cambridge Studies in International Relations, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

²³ William I. Robinson, *A Theory of Global Capitalism: Production, Class, and State in a Transnational World*, coll. Themes in Global Social Change, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2004.

²⁴ Leslie Sklair, « Discourses of Globalization: A Transnational Capitalist Class Analysis » dans Revathi Krishnaswamy et Jonh C. Hawley, dir., *The Postcolonial and the Global*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2007, 215.

qu'en fonction d'une anarchie westphalienne ou d'une rivalité inter-impérialiste à la Lénine.

Parmi les études postcoloniales de la mondialisation, celles qui s'inspirent de la terminologie des théories du système-monde, s'intéressent généralement aux dimensions culturelles et symboliques des rapports de pouvoir qui habitent et structurent la mondialisation souvent depuis l'ère des empires²⁵. La matrice en arrière-plan de cette mondialisation est généralement le développement du marché mondial ou des technologies de l'information²⁶. L'ordre du discours de cette théorisation du mondial s'organise autour des concepts de : flux, coexistence, traduction, frontière, saturation, espace, échange, hybridité, transnationalisme, etc. Ce corpus de la recherche comporte des forces analytiques. Il met en relief un univers de relations de pouvoir qui passe sous le radar des théories traditionnelles des RI. Il rend possible une analyse du développement des États périphériques non pas dans un *vacuum* par rapport au reste de l'histoire mondiale, mais dans le contexte du *nexus* des relations de pouvoirs et de dépendances historiques qui affectent chaque trajectoire développementale particulière. D'importantes recherches s'inspirant, en tout ou partie, de cette tradition théorique, la Nouvelle histoire globale, ont étendu le programme de recherches proposé par cette tradition dans deux directions importantes avec d'une part, l'exploration des systèmes-mondes ou des processus de mondialisation pré-européens²⁷ et, d'autre part, l'étude du déplacement du centre du système-monde vers l'Asie²⁸. Cette nouvelle historiographie procède à des macro-comparaisons qui forcent une compréhension internationale du monde moderne en-dehors des compartiments nationaux où le nationalisme méthodologique l'a généralement confiné²⁹.

²⁵ Ramón Grosfoguel, Nelson Maldonado Torres et José David Saldívar, *Latin@s in the World-System: Decolonization Struggles in the 21st Century U.S. Empire*, Boulder, Paradigm Publishers, 2006; Ramón Grosfoguel, « World-System Analysis and Postcolonial Studies: A Call for a Dialogue from the "Coloniality of Power" Approach » dans Revathi Krishnaswamy et Jonh C. Hawley, dir., *The Postcolonial and the Global*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2007, 94.

²⁶ Arjun Appadurai, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, 3^e éd., traduit de l'anglais par Françoise Bouillot, coll. Petite Bibliothèque Payot, Paris, Payot, 2005 [Appadurai, *Après le colonialisme*]; Geoffrey C. Bowker, « Localizing Global Technoscience » dans Revathi Krishnaswamy et Jonh C. Hawley, *ibid.* à la p. 252.

²⁷ Janet L. Abu-Lughod, *Before European Hegemony: The World System A.D. 1250-1350*, New York, Oxford University Press, 1989; Andre Gunder Frank, *ReORIENT: Global Economy in the Asian Age*, Berkeley, University of California Press, 1998; John M. Hobson, *The Eastern Origins of Western Civilization*, New York, Cambridge University Press, 2004; Kenneth Pomerantz et Steven Topik, *The World that Trade Created: Society, Culture, and the World Economy, 1400 to present*, 2^e éd., New York, M. E. Sharpe, 2006; Philippe Beaujard, Laurent Berger et Philippe Norel, dir., *Histoire globale, mondialisations et capitalisme*, coll. Recherches, Paris, La Découverte, 2009.

²⁸ Giovanni Arrighi, « The Rise of East Asia and the Withering away of the Interstate System » dans Crystal Bartolovich et Neil Lazarus, dir., *Marxism, Modernity and Postcolonial Studies*, coll. Cultural Margins, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 21; Giovanni Arrighi, *Adam Smith in Beijing: Lineages of the Twenty-First Century*, Londres, Verso, 2007.

²⁹ Christopher A. Bayly, *La naissance du monde moderne. 1780-1914*, 2^e éd., traduit de l'anglais par Michel Cordillot, Paris, les Éditions de l'Atelier, 2007; Richard Bessel, Nicholas Guyatt et Jane Rendall, *War, Empire and Slavery, 1770-1830*, Londres, Palgrave Macmillan, 2010. Pour une recension de cette littérature, voir Nancy Turgeon, « Les études impériales à l'ère postcoloniale: quelque chose de neuf, quelque chose de vieux, quelque chose d'emprunté » en ligne (2010) Working Paper #2 Dynamiques internationales, <<http://www.dynamiques-internationales.com/publications/en->

Certains théoriciens marxistes ont défendu que, bien qu'elles soient pertinentes à plusieurs égards, ces conceptions de la mondialisation n'épuisent pas les dimensions fondamentales de la transformation des sociétés modernes mises en lumière par l'analyse marxiste du capitalisme³⁰. Ils soutiennent qu'un point central de l'analyse de Marx ce n'est pas seulement que le commerce était appelé à s'étendre à la surface de la planète dans le cadre d'un mouvement accéléré par les nouvelles technologies, mais c'est la dynamique *globalisante* de nouvelles relations sociales, spécifiques au capitalisme, qui, de par leur dynamique relationnelle, *globalisent* d'abord un certain rapport des humains au monde – dans lequel les humains et la « nature » sont appréhendés phénoménologiquement sous la forme de marchandises ou de moyens – puis, de nouveaux impératifs de reproduction sociale, dont la nécessité de passer par le marché pour se reproduire socialement³¹. En ce sens, le fétichisme de la marchandise³², le processus de marchandisation de soi, et les impératifs de productivité et de compétitivité en viennent à définir la substance d'une nouvelle relation des êtres humains au monde. Le concept de *globalisation* ne fait donc pas seulement décrire un processus qui comporte dans son ADN de s'étendre à l'échelle de la planète : ce processus s'étend simultanément à l'ensemble des formes de coordination de l'activité des êtres humains entre eux et avec tout ce qui a une existence réelle ou virtuelle³³. Ainsi, le type de relation anthropologique à la terre et à la force de travail, qui s'est développé dans la foulée du capitalisme agraire anglais, n'est pas qualitativement différent du type de relation à l'eau et à l'air auquel s'étend le processus social de marchandisation de l'environnement et du génétiquement modifié. Ce processus n'est que partiellement capturé par le concept d'expansion de la rationalité instrumentale développé par la théorie critique³⁴. L'émergence du capital comme relation sociale n'engendre pas seulement une forme de coordination des relations sociales entre les sujets et la finalité de leurs activités sociales, il engendre également un régime de relations sociales où la finalité même de ces relations est imposée et où tout ce qui est mobilisé à travers des registres d'actions instrumentales est appréhendé sous la forme d'une marchandise³⁵. Afin de distinguer ces processus,

continu/>.

³⁰ Neil Lazarus, « The Fetish of “The West” in Postcolonial Theory » dans Crystal Bartolovich et Neil Lazarus, dir., *Marxism, Modernity and Postcolonial Studies*, coll. Cultural Margins, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 43.

³¹ Robert Brenner, « The Agrarian Roots of European Capitalism », dans T.H. Ashton et C.H.E. Philpin, dir., *The Brenner Debate*, 5^e éd., Cambridge, Cambridge University Press, aux pp. 213-27; Ellen Meiksins Wood, « The Separation of the “Economic” and the “Political” in Capitalism », dans *Democracy Against Capitalism: Renewing historical materialism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, aux pp. 19-49 [Wood, « The Separation »].

³² Samuel Knafo, « Political Marxism and Value Theory: Bridging the Gap between Theory and History » (2007) 15:2 *Historical Materialism* 75.

³³ Hannes Lacher, *Beyond Globalization: Capitalism, Modernity and the International Relations of Modernity*, coll. Studies in Global Political Economy, New York, Routledge, 2006 [Lacher, *Beyond Globalization*].

³⁴ Frédéric Guillaume Dufour et Frantz Gheller, « La théorie critique » dans Alex Macleod et Dan O'Meara, dir., *Théorie des relations internationales: Contestations et résistances*, 2^e éd., Montréal, Athéna, 2010, 293.

³⁵ Justin Rosenberg rappelle que ce qui fait l'objet d'un processus de globalisation, c'est un type de relation sociale spécifique qui, pour être saisi dans son essence, nécessite la théorie sociale classique. Là où certains ont pris les dimensions du temps et de l'espace, ainsi que leur production spécifique

l'analyse empirique du droit doit mettre en relief trois types de mécanismes sociaux : ceux à travers lesquels le marché s'impose comme forme de rationalité systémique de l'action ; ceux à travers lesquels se constituent des monopoles, des « *enclosures* », et des formes de concurrences inégales; et ceux à travers lesquels sont transformées en marchandise, au moyen du droit, des choses qui ne sont pas *naturellement* appréhendées comme telle.

Sur le plan sociopolitique, l'émergence de cette relation sociale implique un processus de scission institutionnelle à travers lequel le politique et l'économique se séparent. La séparation de l'économique entraîne alors la fiction d'une sphère économique autorégulée et dépolitisée. Elle entraîne également le développement d'une sphère privée, la société civile, à travers laquelle peut s'accumuler du pouvoir social, spécifiquement capitaliste, médiatisé par une nouvelle relation à l'espace et à la souveraineté. C'est-à-dire qu'il est maintenant possible pour un acteur privé d'accumuler du pouvoir sans que cela ne bouleverse la configuration politique des États ou n'entraîne une redéfinition des frontières des États-nationaux³⁶.

Ainsi, les deux concepts, celui de *mondialisation* et de *globalisation* peuvent servir à isoler analytiquement deux processus distincts. Alors que le concept de *mondialisation* nous force à prendre au sérieux les ramifications géographiques mondiales de l'histoire de la modernité capitaliste, celui de *globalisation* nous force à prendre notamment au sérieux les implications anthropologiques des relations sociales spécifiques à la modernité capitaliste. Alors que celui de *mondialisation* incite à la prudence devant l'*habitus* de la politique comparée de segmenter l'ontologie mondiale du développement du capitalisme, celui de *globalisation* incite à la prudence quant aux risques de réification de relations sociales dont l'expansion est historiquement située. Il en résulte pour la sociologie historique néomarxiste une nécessité de repenser l'intégration des méthodes de l'histoire comparée et des RI dans une analyse axée sur le développement historique des régimes sociaux de propriété³⁷.

C'est dans cette veine que la sociologie historique néomarxiste s'est attaquée à un des piliers de la réflexion de la *Globalization Theory*. La prémisse selon laquelle la globalisation telle qu'elle structure le monde depuis la fin des années 1980 aurait mis fin à une époque où l'État-national moderne aurait contenu les flux « identitaires », culturels, économiques et financiers par lesquels il est aujourd'hui traversé. Cette prémisse caractérise la représentation de la mondialisation de plusieurs théories qu'elles soient marxistes, libérales ou poststructuralistes³⁸. On en retrouve des variantes plus techno-centrées chez certains auteurs postcoloniaux³⁹. Des variantes

dans les sociétés contemporaines, pour les structures sociales en elles-mêmes, Rosenberg démontre que c'est bien d'un phénomène étudié par Marx que découlent ces transformations dans le système international.

³⁶ Teschke, *The Myth of 1648*, *supra* note 20.

³⁷ *Ibid*; Frédéric Guillaume Dufour et Thierry Lapointe, « La sociologie historique néomarxiste » dans Alex Macleod et Dan O'Meara, dir., *Théorie des relations internationales: Contestations et résistances*, 2^e éd., Montréal, Athéna, 2010, 403 [Dufour et Lapointe, « La sociologie »].

³⁸ Pour un survol, voir Dufour et Martineau, « Le moment libéral », *supra* note 15.

³⁹ Appadurai, *Après le colonialisme*, *supra* note 26.

cosmopolitiques, centrées sur les processus d'institutionnalisation politique⁴⁰, et des variantes centrées davantage sur l'identification de facteurs économiques et financiers⁴¹. Ici et là, la croissance du commerce mondial, les nouvelles technologies ou de nouveaux impératifs politiques sont présentés comme mettant en péril le corset qui aurait apparemment donné sa forme, son contenu et surtout sa cohérence à la politique moderne. Or, si les marxistes s'entendent généralement pour affirmer qu'une des spécificités des relations sociales capitalistes est, à long terme, d'entraîner un développement des forces productives, tous ne tirent pas les mêmes conclusions des effets sur l'espace et le temps de ces développements. Si le développement technologique fournit indéniablement les moyens matériels de réduire l'espace et le temps, ce développement s'inscrit et est médiatisé dans un espace politique territorialisé, traversé par des forces sociales déployant des stratégies politiques qui ne vont pas nécessairement dans le sens d'une telle réduction⁴². Les espaces politiques territorialisés à travers des siècles d'histoire ne s'effondreront certainement pas seulement parce que la technologie le permet, et ceci engendre un foyer de tensions, de possibilités et de contraintes, où s'exerce un pouvoir différencié sur la capacité d'exercer une influence politique sur le temps et l'espace. L'exercice de la souveraineté dans ce contexte est aussi celui d'agir sur la capacité de certaines catégories d'individus à déjouer le temps et l'espace et d'enfermer d'autres catégories d'individus, souvent des travailleurs, par l'institutionnalisation de frontières, de murs, et de l'insécurité. Cet exercice se décline notamment à travers le cadre légal régulant : la migration des travailleurs saisonniers; des réfugiés; la traite des femmes; l'octroi de la citoyenneté; l'obtention de visa de travail; la déportation de catégories d'individus, etc.

Un des piliers de la représentation de « l'État-national corset » est « le mythe », pour reprendre l'expression de Teschke, selon lequel l'État moderne aurait été engendré avec les Traités de Westphalie. Le système westphalien d'États souverains contenant à l'intérieur de ses frontières les forces économiques aurait donc été au mieux perforé, au pire liquéfié. L'effondrement des frontières et la transgression systémique de la territorialité de l'État serait en train de la transcender et d'annihiler les résidus de la souveraineté westphalienne. Or, l'historiographie des RI des vingt dernières années a ébranlé la confiance qu'avait le champ des RI dans sa

⁴⁰ James Bohman, *Democracy Across Borders: From Dêmos to Dêmoi*, Cambridge, MIT Press, 2007; Jürgen, Habermas, *Après l'État-Nation. Une nouvelle constellation politique*, Paris, Fayard, 2000; Saskia Sassen, *Territory, Authority, Rights: From Medieval to Global Assemblages*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

⁴¹ Robert W. Cox, *Power, Production and World Order: Social Forces in the Making of History*, New York, Columbia University Press, 1987; François Morin, *Le nouveau mur de l'argent. Essai sur la finance globalisée*, coll. Économie humaine, Paris, Seuil, 2006.

⁴² Benno Teschke, « The Metamorphoses of European Territoriality: A Historical Reconstruction », dans Michael Burgess et Hans Vollaard, dir., *State Territoriality and European Integration*, Londres, Routledge, 2006, aux pp. 37-67 [Teschke, « The Metamorphoses »]; Benno Teschke et Hannes Lacher, « The Changing "Logics" of Capitalist Competition », (2007) 20:4 Cambridge Review of International Affairs 565.

représentation de l'ère westphalienne⁴³, à laquelle Teschke asséna le coup fatal⁴⁴. Cette vague de remises en question de l'histoire des RI modernes a amené plusieurs marxistes à proposer de nouvelles interprétations de l'origine du système interétatique et du capitalisme.

Teschke dans *The Myth of 1648*, propose une autre façon de concevoir la relation entre le capitalisme et la globalisation. En attaquant la consistance historique des fondements du *mainstream* de l'étude des RI, Teschke remet en question la représentation historique de la souveraineté moderne prise pour acquise par les *Globalization Theory* qui nous invitent à en inaugurer la transcendance. Selon la théorie classique, les traités de Westphalie auraient instauré un système d'États territoriaux souverains reposant sur la raison d'État, la fin des guerres privées et la présence de relations diplomatiques permanentes. Lorsque les théories de la globalisation évoquent la nécessité de penser un ordre post-westphalien, c'est de cet ordre juridique qu'elles font leur post-mortem. Or, il y a plusieurs éléments qui étaient déjà forts problématiques avec cette représentation de l'acte de naissance de la modernité des RI. Il y a d'abord un ensemble de phénomènes typiquement pré-modernes qui ont survécu longtemps à 1648 : les guerres privées; les mariages dynastiques; le caractère personnel de la souveraineté; le droit à l'intervention dans les affaires internes d'un autre État (consentie par exemple par le Concert des nations avec le Congrès de Vienne de 1815); la persistance de corridors territoriaux échappant à la juridiction des autorités souveraines; la formation d'empires-nationaux créant, produisant et insérant les « nations » et les « races » dans une hiérarchie mondialisée durant l'ère des Empires, et la hiérarchisation formelle des États du monde jusqu'à la deuxième moitié du XX^e siècle⁴⁵. Ainsi, c'est la modernité westphalienne en entier dont les mécanismes doivent être historicisés s'il est question de prêter quelque substance que ce soit au concept de globalisation et à la place des États en son sein. Car, ce qui ressort de l'examen sociohistorique des institutions politiques qui ont encadré ou participé au développement du capitalisme, c'est que le développement historique du capitalisme ne pourrait être résumé à un continuum partant de l'État-nation corset pour aller jusqu'à la transcendance de celui-ci. Ce qui ressort, c'est davantage la grande adaptabilité du capital aux différentes configurations politiques et l'hétérotéporalité de la transformation de ces configurations. En somme, la dynamique territoriale du capitalisme ne peut être réduite à la seule logique du capital.

⁴³ Lauren Benton, *A Search for Sovereignty: Law and Geography in European Empires, 1400-1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010 [Benton, « A Search for Sovereignty »]; John Gerard Ruggie, « Territoriality and Beyond: Problematising Modernity in International Relations » (1993) 47:1 *International Organization* 139; Andreas Osiander, « Sovereignty, International Relations, and the Westphalian Myth » (2001) 55:2 *International Organization* 251; Justin Rosenberg, *The Empire of Civil Society: A Critique of the Realist Theory of International Relations*, Londres, Verso, 2004 [Rosenberg, *Civil Society*].

⁴⁴ Benno Teschke, « Geopolitical Relations in the European Middle Ages: History and Theory » (1998) 52:2 *International Organization* 325; Benno Teschke, « Theorising the Westphalian System of States: International Relations from Absolutism to Capitalism » (2002) 8:1 *European Journal of International Relations* 5 [Teschke, « Theorising the Westphalian System »]; Teschke, *The Myth of 1648*, *supra* note 20; Teschke, « The Metamorphoses », *supra* note 42.

⁴⁵ Lauren Benton, « A Search for Sovereignty », *supra* note 43; Eric J. Hobsbawm, *The Age of Empire: 1875-1914*, Londres, Abacus, 1994; Rosenberg, *Civil Society*, *supra* note 43; Teschke, *The Myth of 1648*, *ibid. supra* note 37.

Hannes Lacher souligne que s'il est possible aujourd'hui de faire référence à la territorialité « nationale » ou au système interétatique, c'est que s'est instituée historiquement une telle séparation théorique et pratique entre une sphère interne, objet de la souveraineté de l'État, et une sphère externe, internationale, anarchique en ce qu'elle n'est gouvernée par aucune unité politique globale. Il affirme d'ailleurs que cette « non-correspondance des spatialités de l'autorité politique et de l'accumulation économique représente une source permanente de tension »⁴⁶ [Notre traduction]. De la même façon, la conception globalisante s'ancre dans une séparation institutionnelle de l'économie et du politique leur conférant un fonctionnement apparemment autonome. Or, cette séparation est le produit du capitalisme. Elle est absente ou impossible à identifier pendant la majeure partie du Moyen Âge⁴⁷. Il apparaît donc qu'une explication de l'origine des deux dichotomies dont il est ici question constitue une étape obligatoire en vue de saisir l'implication de leur prétendue restructuration aujourd'hui. Pour Lacher, la question devient donc : peut-on attribuer à un même phénomène l'origine des dichotomies économie/politique et interne à l'État/externe à l'État? La réponse affirmative aurait pour conséquence d'attacher à la relation capital/travail l'existence d'un système international multiétatique et donc de limiter les possibilités de transformation du rapport entre les différents acteurs sur la scène internationale. La négative, quant à elle, impliquerait la nécessité de reconceptualiser la relation entre le capitalisme comme mode de production et le système international comme structure extérieure à la relation capital/travail, et par conséquent de théoriser l'État autrement qu'en tant que « comité qui administre les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière »⁴⁸.

Partant des travaux de Robert Brenner et de Ellen Meiksins Wood sur l'origine du capitalisme, Teschke rappelle que la distinction interne/externe et par le fait même le système interétatique a une origine antérieure au capitalisme. Malgré la persistance de nombreuses caractéristiques de l'État pré-moderne, le système interétatique de l'Europe absolutiste avait acquis une stabilité territoriale suffisante pour que les notions d'interne et d'externe commencent à entrer dans le lexique stratégique. Il y a donc antériorité d'un système territorial absolutiste, où la souveraineté est encore personnalisée par le monarque, sur le capitalisme⁴⁹. Ce système s'érige sur la projection d'une puissance reposant encore sur la propriété politiquement constituée héritée de la féodalité, et surtout de la période absolutiste, mais dans le cadre en voie de centralisation d'États territoriaux naissants. La propriété politiquement constituée des lendemains de la Guerre de Trente ans génèrait encore une « raison des princes » bien plus qu'une raison d'État, à la Weber. Elle engendrait encore des conflits qui se résolvaient en termes « d'équilibre dynastique » bien plus que d'équilibre des puissances étatiques⁵⁰. La sociologie des RI doit donc se pencher sur les conditions de possibilité de deux distinctions au cœur des sciences sociales

⁴⁶ Lacher, *Beyond Globalization*, *supra* note 33 à la p. 17.

⁴⁷ Wood, « The Separation », *supra* note 31; Teschke, *The Myth of 1648*, *supra* note 20; Lacher, *ibid.*; Dufour et Martineau, « Le moment libéral », *supra* note 15.

⁴⁸ Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du Parti communiste*, éd. révisée, Paris, Garnier Flammarion, 1998 à la p. 76.

⁴⁹ Teschke, « Theorising the Westphalian System », *supra* note 44.

⁵⁰ Teschke, *The Myth of 1648*, *supra* note 20; Lacher, *Beyond Globalization*, *supra* note 33 à la p. 87.

contemporaines. D'un côté, la distinction analytique entre *l'économie* et *la politique* que l'on retrouve au cœur de la sociologie wébérienne élaborée dans *Économie et Société*. De l'autre, la distinction entre la politique intérieure, un domaine politique généralement pacifié et hiérarchisé, et la politique extérieure, un domaine politique régulé par la force, la ruse et l'anarchie. La question qui se pose est : laquelle de ces deux dichotomies précède l'autre historiquement? Encore une fois, l'étude empirique du droit international peut jouer un rôle important dans la réponse à ces questions, car c'est à travers elle que l'on peut effectuer l'histoire du droit de « faire la guerre », ainsi que l'histoire de la concentration du monopole public de l'usage de la violence légitime.

Le défi théorique et sociohistorique est de réconcilier le contexte précapitaliste de l'Europe continentale pendant la majeure partie de ce qui est généralement conçu comme l'ère moderne, avec l'apparition hâtive en Angleterre de ce mode de production qui en viendra à restructurer l'ensemble des relations sociales européennes (et mondiales) à partir du cadre établi précédemment et indépendamment de l'économie de marché. Préalablement, le système interétatique absolutiste toujours gouverné par une logique prédatrice d'accumulation territoriale aura lui-même structuré le développement du premier État capitaliste en Angleterre⁵¹.

Teschke et Lacher procèdent à l'importante différence sociohistorique entre les conditions de possibilité historique de la distinction entre la politique domestique et la politique extérieure d'une part, et celles de la séparation institutionnelle entre l'économique et le politique d'autre part. Affirmer que la séparation entre les sphères économique et politique a une origine différente de celle de la distinction entre politique domestique et extérieure implique de revoir le concept de modernité, en démontrant qu'il recouvre des phénomènes contingents, et de distinguer ce qui, au sein de la modernité, relève plus spécifiquement du capitalisme. Cela implique aussi de replacer le développement du capitalisme dans son contexte historique et d'abandonner une conception de type « rouleau-compresseur » du capitalisme qui mène trop souvent les marxistes à affirmer que tout ce qui existe aujourd'hui découle de la logique du capital. Pour les théoriciens du marxisme politique, le système interétatique ne peut être dérivé de la relation capital/travail⁵². Ainsi, s'il est indéniable que le capitalisme a bouleversé l'ensemble de l'existence humaine depuis son apparition dans les campagnes anglaises, l'historicisation qu'en propose le marxisme politique en révèle une autre dimension⁵³. Au début de l'ère moderne, les États absolutistes européens « étaient poussés par leurs relations de propriété domestique à adopter des stratégies d'expansion plutôt que de sécurité »⁵⁴ [Notre traduction]. À la suite de Teschke, Lacher situe la contradiction du capitalisme contemporain dans la relation entre le capital comme relation sociale *globalisante* et la territorialité héritée de stratégies de reproductions sociales précapitalistes. À la lumière de la trajectoire

⁵¹ Teschke, *ibid.* aux pp. 250-76; Teschke, « The Metamorphoses », *supra* note 42.

⁵² Lacher, *Beyond Globalization*, *supra* note 33 à la p. 60. *Contra* Rosenberg, *Civil Society*, *supra* note 43; Alex Callinicos, « Does Capitalism need the State-System? » (2007) 20:4 *Cambridge Review of International Affairs* 533.

⁵³ Dufour et Lapointe, « La sociologie », *supra* note 37.

⁵⁴ Lacher, *Beyond Globalization*, *supra* note 33 à la p. 89.

historique de ces deux processus d'institutionnalisation, il s'avère beaucoup plus difficile que ne l'ont traditionnellement pensé les marxistes de déduire une trajectoire développementale qui prédirait, par exemple, le passage d'un État-national à un État post-national.

Face à ces constats empiriques et ces remises en question théoriques amorcés par le marxisme politique, l'opposition de la *Globalization Theory* entre, d'un côté, la modernité basée sur la souveraineté territoriale d'une multitude d'États-nationaux organisée en système international, et, de l'autre, un nouvel âge global où les États, bien qu'ils existent encore, assisteraient passivement à la liquéfaction de leur capacité à intervenir dans la sphère économique en conséquence de la compétition sur le marché mondial, apparaît comme réductrice et empiriquement limitée. L'interprétation de Lacher de ce qu'il convient aujourd'hui d'appeler la mondialisation, soutient que les deux moments idéaux-types de cette soi-disant transition, l'ère Westphalienne et l'ère globale, reposent sur des adéquations structurelles entre certaines formes d'entités politiques (l'État-national corset et l'État-post-national ouvert), un exercice de la souveraineté et une conception de la territorialité qui sont tellement problématiques que les termes de ce débat ont besoin d'être réévalués. À nouveau, l'analyse des formes territoriales multiples que prirent les unités politiques depuis l'émergence du capitalisme ne permet pas de conclure que le développement du capital entraînera inévitablement la disparition des États⁵⁵.

À la lumière des distinctions de cette section entre la mondialisation et la globalisation, il y a lieu de procéder à certaines distinctions supplémentaires entre différentes composantes de l'expansion du capitalisme mondial d'une part et des relations sociales capitalistes d'autre part. La mondialisation capitaliste donne lieu à l'expansion des relations de pouvoir pour des parts de marché et à travers lesquelles sont déployées des stratégies monopolistiques, bien analysées par Max Weber, et particulièrement bien mises en relief par Fernand Braudel, Immanuel Wallerstein et Samir Amin, pour qui cette économie politique de la prédation monopolistique constitue l'essence du capitalisme⁵⁶. C'est également le cadre juridique de la mondialisation qui rend possible le déploiement des stratégies d'accumulation par expropriation et les ajustements structurels des économies nationales dépendantes des institutions économiques internationales mises en place avec l'hégémonie américaine⁵⁷; ainsi que le cadre légal au sein duquel opère la spéculation financière pouvant mener à la dévaluation de devise, à des crises alimentaires, et à d'autres phénomènes aux conséquences transnationales et parfois mondiales. C'est enfin à travers la constitution de réseaux commerciaux mondialisés que s'opère la *bagatelle* que représente le commerce annuel de la drogue, des armes et des humains. Cependant, ce qui donne au capitalisme son caractère non seulement mondial, mais aussi *global* et *globalisant*, c'est la globalisation du capital comme *relation sociale*

⁵⁵ Sur cette question, voir Lacher, *Beyond Globalization*, *supra* note 33; Adam Harmes, « Neoliberalism and Multilevel Governance » (2006) 13:5 *Review of International Political Economy* 725.

⁵⁶ Pour une formulation de cette thèse, voir Samir Amin, *Capitalism in an Age of Globalization: The Management of Contemporary Society*, Londres, Zed Books, 1997.

⁵⁷ David Harvey, « Le "Nouvel Impérialisme": accumulation par expropriation » (2004) 1:35 *Actuel Marx* 71.

coordonnant de plus en plus de sphères d'activités sociales. En ce sens, la globalisation ne se résume pas à l'élargissement à l'échelle planétaire des *marchés* où des acteurs entreprennent des guerres pour la consolidation de structures d'accumulation monopolistiques. Tout aussi importante soit-elle, une analyse qui se limite à cette dimension manque ce qui est spécifiquement *capitaliste* dans la globalisation. La diffusion des impératifs de productivité et de compétitivité découle, non pas seulement d'impératifs géopolitiques, mais des contraintes du marché, impératifs qui s'imposent à l'imagination des finalités de l'activité sociale en réduisant l'espace pour des formes de vie alternatives à celles qui sont coordonnées par les relations sociales capitalistes. La fin de la Guerre froide accéléra d'une part la *mondialisation* à travers la diffusion des marchés mondiaux dans la zone de l'ex-URSS. Elle favorisa d'autre part l'expansion de relations sociales capitalistes globales en soumettant des modes de vie souvent peu exposés aux impératifs de reproduction sociale capitalistes à ceux-ci.

III. CAPITALISME, NÉOLIBÉRALISME ET NÉOCONSERVATISME

La deuxième triade de concepts que nous explorerons rapidement ici est l'adéquation entre le capitalisme, le néolibéralisme et le néoconservatisme. La décennie 1990-2000 marqua l'apothéose du néolibéralisme et celle qui vient de se terminer du néoconservatisme. À partir des années 2000, la prise de pouvoir par une nouvelle administration républicaine aux États-Unis et l'agenda unilatéraliste qu'elle mit de l'avant forcèrent les analystes à départager ce qui relevait du néoconservatisme et du néolibéralisme dans le façonnement des actions, de l'idéologie et des principales institutions à travers lesquelles l'État capitaliste américain projette sa puissance à l'international. D'une part, les néoconservateurs américains se sont clairement affranchis des tendances isolationnistes de la tradition conservatrice américaine, ce qui a rendu plus flou la ligne entre le type de politiques étrangères traditionnellement défendues par conservateurs et libéraux américains. D'autre part, ni le néolibéralisme, ni le néoconservatisme n'entraînèrent une diminution du rôle de l'État américain dans le processus d'expansion globale des relations sociales capitalistes. Même si nous serons amenés à nuancer cette thèse à la fin de cette section, nous soutiendrons que, bien que ces deux idéologies reposent sur des coalitions sociales différentes au sein de l'État américain et ailleurs⁵⁸, qu'elles voient différemment le rôle du droit et des institutions internationales et qu'elles expriment officiellement différemment les raisons de la projection de leur puissance, elles sont foncièrement amarrées à l'histoire du capitalisme américain de la Doctrine Monroe (1823) à la deuxième Guerre en Irak⁵⁹.

⁵⁸ Pour une analyse du déplacement de l'origine sociale du capitalisme américain et l'origine des principales assises des néoconservateurs, voir Robert Brenner, « Structure and Conjuncture » (2007) 43 *New Left Review* 33.

⁵⁹ Pour un argument historique allant dans le même sens, voir Dan O'Meara, « “American Empire” and “US Imperialism” After the War in Iraq? The American State and the Contemporary Global Order » (2006) 39:1 *Labour, Capital and Society* 4; Neil Smith, « The Imperial Present: Liberalism has Always

En économie politique des RI, les approches conventionnelles, comme plusieurs approches critiques, s'entendent généralement pour situer l'émergence du néolibéralisme avec les gouvernements de Nixon (l'abandon de l'étalon or comme source de l'expansion de la finance globale), puis de Reagan aux États-Unis, Pinochet au Chili, ou avec Thatcher en Angleterre⁶⁰. La fin de Bretton Woods, la Commission trilatérale et le consensus de Washington font également partie du mobilier institutionnel avec lequel on associe l'hégémonie néolibérale et son essor⁶¹. Malgré des désaccords fondamentaux entre eux sur les causes et la périodisation du néolibéralisme, la majorité des analystes critiques sont d'accord pour affirmer grosso modo que l'on assista durant les années 1980 à un ensemble de processus qui participèrent au déploiement de l'économie néoclassique espérée par Hayek lors de sa célèbre allocution à Mont-Pèlerin le 1^{er} avril 1947. Ils soulignent que ce que la littérature autant du *mainstream* que de la *Globalization Theory* tend à sous-estimer, c'est à quel point ce processus résulte d'une offensive sans précédent des classes dominantes afin de renverser le rapport de force des travailleurs dans les pays capitalistes avancées⁶². Avec le *Volcker Shock*, soutient McNally⁶³, la politique monétaire devint un instrument de poursuivre la lutte des classes par d'autres moyens. Durant cette période, on assista à une internationalisation de l'État. Celle-ci se traduit notamment par la mise en place, par les États, d'accords et de cadres juridiques favorisant : la croissance des investissements directs à l'étranger, des flux financiers transnationaux, du pouvoir structurel du capital, des exportations, du commerce intra-firme, des retombées sur les dérivés de contrats financiers; ainsi qu'une vague de délocalisation et d'internationalisation des firmes; et, la croissance des inégalités sociales aux niveaux national et international⁶⁴.

been Conservative » (2008) 13:4 Geopolitics 736.

⁶⁰ Leo Panitch et Martijn Konings, dir., *American Empire and the Political Economy of Global Finance*, New York, Palgrave Macmillan, 2009; Simon Clarke, *Keynesianism, Monetarism and the Crisis of the State*, Londres, Edward Elgar, 1988; Stephen Gill, *Power and Resistance in the New World Order*, Londres, Palgrave Macmillan, 2003, aux pp. 61-72 [Gill, *Power and Resistance*]; Leo Panitch et Sam Gindin, « Global Capitalism and American Empire » (2004) 40 *Socialist Register* 1; Henk Overbeek, *Global Capitalism and National Decline. The Thatcher Decade in Perspective*, Londres, Unwin Hyman, 1990; Eric Helleiner, *States and the Reemergence of Global Finance. From Bretton Woods to the 1990s*, New York, Cornell University Press, 1994 aux pp. 123-68. On trouve une importante exception chez Robert W. Cox, qui, dans *Power, Production and World Order*, désignait plutôt le type d'États de l'Atlantique nord qui caractérisa de « néolibérale la période l'après Guerre jusqu'aux années 1970 avant d'entrer dans une crise fiscale. (Cox, *supra* note 41 aux pp. 212-30). Cette périodisation ne fut toutefois généralement pas reprise par d'autres néogramsciens.

⁶¹ Stephen Gill, *American Hegemony and the Trilateral Commission*, 2^e éd., coll. Cambridge Studies in International Relations, New York, Cambridge University Press, 1992.

⁶² David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2005; David Harvey, *Spaces of Global Capitalism: Towards a Theory of Uneven Geographical Development*, Londres, Verso, 2006 aux pp. 9-68.

⁶³ David McNally, *Global Slump. The Economics and Politics of Crisis and Resistance*, coll. Spectre, Oakland, PM Press, 2011.

⁶⁴ Rémi Bachand, « Le droit de l'investissement » dans Sylvain F. Turcotte, dir., *L'intégration des Amériques: pleins feux sur la ZLÉA, ses acteurs, ses enjeux*, Montréal, Fidès, 2001 aux pp. 149-58; Rémi Bachand, « Les investissements: le conflit Nord-Sud » dans Christian Deblock, dir., *L'Organisation mondiale du commerce : où s'en va la mondialisation?*, Montréal, Fidès, 2002 aux pp. 151-65; Gill, *Power and Resistance*, *supra* note 61 aux pp. 93-115; Stephen Gill et David Law, *The Global Political Economy: Perspectives, Problems and Policies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1998; Andrew Glyn, *Capitalism Unleashed: Finance, Globalization and Welfare*, Oxford,

Le rapport de force international en faveur de la mondialisation des pratiques et politiques économiques néolibérales connut une métamorphose spectaculaire en 1990 avec l'effondrement de l'URSS et l'avènement d'un ordre mondial unipolaire. Justin Rosenberg souligne que l'inégalité du développement du capitalisme entre les différents États de l'Ouest, combinée à la réaction néolibérale ayant pour effet de démanteler les arrangements nationaux et internationaux de l'après-guerre et à la chute de l'URSS, donnèrent lieu à un vide comblé par l'augmentation des échanges transnationaux et l'explosion des pratiques économiques prédatrices⁶⁵. Ce vide fut comblé notamment par les programmes d'ajustements structurels conditionnant l'aide internationale des pays pauvres et endettés, mais aussi par l'ouverture aux investissements d'États en transition vers l'économie de marché, telle la Russie et la Chine, et à l'essor économique de pays aux importantes populations comme l'Inde, le Brésil et la Corée du Sud. C'est cette conjoncture particulière qui fut la trame de fond d'une globalisation du capital dont plusieurs perçurent les apparences les plus immédiates : la compression du temps et de l'espace.

Il est bon de prendre un peu de recul face à ces transformations afin de les replacer dans la trajectoire du capitalisme américain depuis 1945. Dans cette veine, Simon Bromley propose une analyse du projet stratégique américain depuis la Seconde Guerre mondiale qui met en perspective les éléments libéraux et conservateurs dans son façonnement⁶⁶. Son étude de la *Pax Americana* met en relief les éléments de continuité et de rupture qu'impliquaient le moment multilatéral caractérisant la période s'étalant de 1990 aux années 2000. Bromley soutient que pour que la globalisation puisse être comprise comme un véritable changement d'époque, il faudrait que l'on puisse diagnostiquer un virage abrupt d'une politique étrangère réaliste à une politique néolibérale dont l'origine résiderait dans le déclin des États-Unis comme hégémon régulateur du système international. Pour Bromley, cependant, qualifier ainsi ce repositionnement stratégique, dans des termes où le réalisme et la doctrine du *Containment* sont présentés comme l'antithèse du multilatéralisme néolibéral, tend à exagérer les différences au détriment des ressemblances entre ces deux doctrines. Si la politique étrangère américaine varie au niveau tactique et quant à sa mise en scène discursive sur le court terme, sa stratégie sur le long terme est marquée par une cohérence d'ensemble.

Bromley ne conteste pas le fait que les théories réalistes dominèrent la discipline des RI à la suite de la Seconde Guerre mondiale, mais il rappelle que celles-ci faisaient partie d'une stratégie mondiale s'inscrivant dans un *continuum* libéral⁶⁷. En sortant de la guerre, le choix qui s'offrait aux États-Unis était entre un retour au protectionnisme et l'affirmation et la consolidation de l'hégémonie américaine dans

Oxford University Press, 2007; Peter Gowan, *The Global Gamble: Washington's Faustian Bid for World Dominance*, Londres, Verso, 1999 [Gowan]; François Morin, *Le nouveau mur de l'argent : essai sur la finance globalisée*, Paris, Éditions du Seuil, 2006; Jan Aart Scholte, « Global Trade and Finance », dans John Baylis, Steve Smith et Patricia Owens, dir., *The Globalization of World Politics*, 4e édition, Oxford, Oxford University Press, 2008 à la p. 454.

⁶⁵ Rosenberg, « Globalization », *supra* note 1.

⁶⁶ Simon Bromley, *American Power and the Prospects for International Order*, Cambridge, Polity Press, 2008, [Bromley, *American Power*].

⁶⁷ Neil Smith, *The Endgame of Globalization*, New York, Routledge, 2005 [Smith, *The Endgame*].

un ordre international capitaliste⁶⁸. C'est cette seconde option qui constitua, et constitue encore, la matrice de la politique étrangère américaine. Ferme et amarrée aux prémices de la théorie de la modernisation, cette position conçoit que le façonnement du monde en fonction d'une matrice capitaliste et libérale est la condition *sine qua non* de la survie de l'État américain dans un environnement où celui-ci ne pourrait reproduire éternellement son hégémonie. Ce façonnement passe par la politisation du savoir des géographes et l'utilisation de la puissance militaire comme outil de régulation d'un ordre international libéral⁶⁹. Plusieurs théoriciens marxistes ont souligné le fait que la matrice de l'histoire du capitalisme américain est indissociable de son enchaînement à différents registres de la tradition politique libérale⁷⁰. L'originalité de la thèse de Bromley est d'articuler ces moments réalistes et libéraux de la politique étrangère américaine à un dispositif moins souvent évoqué : « ce fut la théorie de la modernisation (et non le réalisme) qui a fourni la matrice intellectuelle pour la conduite géopolitique américaine après Pearl Harbor et qui continue d'être la perspective la plus séduisante pour l'avenir de la puissance américaine » [Notre traduction]⁷¹. L'inscription tactique d'une variété de politiques dans le schéma stratégique de la théorie de la modernisation s'explique par la finalité recherchée à travers cette politique étrangère. Cette matrice modernisatrice-libérale oriente la volonté de transformer la sphère internationale à son image, et les épisodes de politique étrangère réaliste sont, à certaines époques, le meilleur moyen de parvenir à cette fin⁷². Les corollaires de cette matrice sont : des stratégies globales visant la démocratisation par l'économie de marché; un discours officiellement en faveur du respect des droits humains tels que promu par les institutions internationales d'après 1945, mais qui se traduit toutefois rarement par la ratification des principaux traités internationaux en faveur de ces droits; et la consolidation des organisations multilatérales où les Américains sont hégémoniques (du Fond Monétaire International à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). On trouve des moments importants de ce continuum idéologique dans la fondation des institutions de Bretton Woods; la mise en place du Fonds monétaire international (1946); dans l'horizon politique de la Doctrine Truman et du Plan Marshall (1947); dans le projet de Kennedy d'une « décennie des Nations-Unies pour le développement »; dans l'appui américain aux mouvements de décolonisation; dans la répression des gouvernements socialistes en Amérique latine et en Asie; puis, plus récemment, dans le contexte « néolibéral » institutionnalisé notamment avec le Consensus de Washington. Bien sûr, « la rencontre de la théorie de la modernisation avec des sociétés et des unités politiques non-libérales, autant en théorie qu'en pratique, contenait aussi une tendance inhérente

⁶⁸ Bromley, *American Power*, supra note 66 à la p. 202.

⁶⁹ Neil Smith, *American Empire: Roosevelt's Geographer and the Prelude to Globalization*, Berkeley, University of California Press, 2003.

⁷⁰ Neil Smith, *The Endgame*, supra note 67; Thomas McCarthy, *Race, Empire, and the Idea of Human Development*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009 aux pp. 166-229.

⁷¹ Bromley, *American Power*, supra note 66.

⁷² Quoi qu'il en soit, il reste que l'ensemble des figures majeures associées à l'articulation intellectuelle de la politique étrangère américaine – Kennan, Dulles, Rostow, Kissinger et Brzezinski, par exemple, [...] ont été orienté par une vision libérale et dynamique des transformations fondamentales de l'ordre international mis en marche par l'avènement de la modernité, comprise grosso modo dans les termes établis par la théorie de la modernisation » [Notre traduction] Bromley, *American Power*, supra note 66 à la p. 38

vers l'impérialisme »⁷³.

Avec ce mouvement d'un ordre global libéral vers l'établissement d'un ordre néolibéral, l'État américain demeure au centre de la politique internationale. La « fin » de l'hégémonie américaine, associée par des institutionnalistes⁷⁴ à la croissance de l'interdépendance et de la coopération entre les États capitalistes des années 1960 à 1970 prend un tout autre sens ici. Car si, d'un point de vue économique, les États-Unis ont vu leur importance relative baisser d'abord avec la montée de l'Europe de l'Ouest et du Japon, ainsi que celle des nouveaux pays émergents, sa puissance militaire demeura le principal garant de l'ordre économique international⁷⁵. De plus, le mouvement de financiarisation de l'économie mondiale aurait davantage contribué, qu'échappé au repositionnement stratégique de l'État américain⁷⁶. Et, en ce qui a trait à la période hégémonique, Bromley note que les Réalistes attribuent une portée plus grande qu'elle ne l'est réellement à la puissance américaine. Ceci, parce que la réorganisation de l'ordre international après la Seconde Guerre mondiale serait non seulement le résultat de la position des États-Unis dans le monde, mais aussi de l'intérêt de ses principaux alliés. Ainsi, les négociations entre les États-Unis et l'Europe concernant l'intégration économique et la sécurité correspondraient moins au jeu à somme nulle des néoréalistes, qu'au jeu à somme positive des néolibéraux⁷⁷. Bromley soutient que « la prédominance militaire des États-Unis ne peut être traduite en un leadership politique stable et durable que lorsqu'elle poursuit les intérêts coordonnés d'un ordre économique capitaliste en expansion qui, bien qu'impérial, est tout de même libéral » [Notre traduction]⁷⁸.

L'interprétation de ce continuum entre réalisme et libéralisme dans l'internationalisation d'un ordre global capitaliste divise également les interprétations rivales, effectuées par néolibéraux et néoconservateurs, de la place des États-Unis dans l'ordre mondial depuis 1945. Alors que les néolibéraux sont généralement optimistes quant au chemin parcouru depuis la mise en place de l'hégémonie américaine post-1945, et estiment que les applications pratiques de la théorie de la modernisation ont contribué à mettre en place un ordre international libéral; les néoconservateurs, moins optimistes quant à la capacité de l'ordre international de s'autoréguler, soulignent l'importance de consolider militairement le chemin qui reste à faire pour refaçonner le monde à l'image des États-Unis. « Le néoconservatisme », défend Bromley, « était hanté par l'inquiétude que le projet de modernisation impulsé par les États-Unis serait loin d'être complété, et qu'il pourrait rester inachevé, et donc que la géopolitique américaine devait prendre les moyens nécessaires pour achever ce projet » [Notre traduction]⁷⁹. Ce serait donc aux États-Unis que reviendrait la tâche

⁷³ *Ibid.* à la p. 9; voir aussi Tarak Barkawi et Mark Laffey « The Imperial Peace: Democracy, Force and Globalization » (1999) 5:4 *European Journal of International Relations* 403.

⁷⁴ Keohane, *After Hegemony*, *supra* note 5.

⁷⁵ Ellen Meiksins Wood, *Empire of Capital*, New York, Verso, 2003; Michael Mann, *Incoherent Empire*, Londres, Verso, 2003.

⁷⁶ Gowan, *supra* note 64; Panitch et Konings, *supra* note 60.

⁷⁷ Bromley, *American Power*, *supra* note 66 aux pp. 99-100.

⁷⁸ *Ibid.* à la p. 51.

⁷⁹ *Ibid.* à la p. 40; voir aussi David Grondin, « Une lecture critique du discours néoconservateur du nouvel impérialisme : la lutte globale contre le terrorisme comme Pax Americana » (2005) 36:4

d'imposer cette globalisation de la modernisation-libérale⁸⁰. En raison de son pessimisme méthodologique, le néoconservatisme interprète une série de phénomènes comme la montée de la Chine, l'épuisement des réserves mondiales de pétrole et l'instabilité du Proche-Orient comme des menaces imminentes. Il répond parfois à ces défis en intégrant des préceptes géopolitiques réalistes comme le *Power Balancing*. Mais ces moments réalistes restent arrimés à l'objectif d'une transformation de l'ordre international en continuité avec les orientations normatives de la théorie de la modernisation⁸¹. Tout compte fait, il semble donc que cet ordre international d'interdépendance qu'il est coutume d'associer au déclin de la puissance américaine soit, dans une certaine mesure, le résultat même de celle-ci. Le projet d'ordre international libéral dont les États-Unis se font le principal promoteur et le gendarme livre les États qui s'y imbriquent à la dépendance mutuelle, bien qu'asymétrique, mais il le fait en échange de gains tangibles (ou de pertes moindres) pour ceux-ci.

La cloche de la récréation sonna précipitamment pour les théories qui voyaient dans la globalisation une multitude de flots déterritorialisés qui auraient réduit en cendres la souveraineté « westphalienne » à la fin des années 1990. Il devint clair, à partir de septembre 2001, que l'exercice de leur souveraineté demeurerait la prérogative bien assumée de *certaines* États au sommet d'une hiérarchie d'États historiquement constitués. Ceux-ci disposaient notamment des moyens de mondialiser les stratégies de reproduction sociale des fractions de leurs classes dominantes et d'internationaliser leur priorité en matière de sécurité. Les capacités et la marge de manœuvre réelle des États dans l'exercice de leur souveraineté ont toujours été inégalement réparties dans l'histoire de la modernité capitaliste où la situation coloniale formelle a été plus longtemps la norme, que la situation postcoloniale. Aujourd'hui, bien que les États périphériques et dépendants conservent généralement suffisamment de marge de manœuvre pour exercer leur souveraineté sur certains axes de leur politique intérieure, notamment au sens schmitien de la capacité à déclarer des normes exceptionnelles et à désigner des ennemis, c'est souvent dans le cadre idéologique, légal et normatif disséminé à travers l'hégémonie des États dominants, qu'ils peuvent faire l'exercice de cette souveraineté. À cet égard, bien que les luttes de libérations nationales et la fin de la Guerre froide changeassent les modalités formelles de cette hiérarchisation des modes d'exercice de la souveraineté, ni l'une ni l'autre, ni leurs effets combinés, ne transformèrent de façon décisive l'inégalité de la capacité à exercer la souveraineté depuis la genèse de l'histoire impériale du monde moderne⁸².

Qui plus est, l'ordre international qui se mit en place après 2001 illustra à quel point la politique néoconservatrice se démarquait par l'exercice ferme de la souveraineté sur le plan domestique via la concentration des pouvoirs vers le pouvoir *exécutif* d'un État fort. En prenant un peu nos distances ici avec Bromley, nous estimons qu'il faut insister sur certaines spécificités de ce que nous désignons comme

Études internationales 469.

⁸⁰ Bromley, *American Power*, *supra* note 66 aux pp. 39-40.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² Krasner, *Sovereignty*, *supra* note 6. Pour un ensemble de raisons théoriques, nous situons l'essor des impérialismes espagnol et portugais dans un contexte pré-moderne et surtout précapitaliste.

une *nord-atlantisation des pratiques néoconservatrices* allant au-delà de la séduction néoconservatrice associée étroitement à l'administration Bush et au-delà des stratégies associées au pouvoir disciplinaire du capital. Rappelons d'abord certaines spécificités de la matrice principale du pouvoir *néolibéral*. Celui-ci repose sur la transformation du rôle des institutions de l'hégémonie américaine d'après-guerre en agents de l'internationalisation du pouvoir des classes dominantes des États capitalistes avancés, de la consolidation du pouvoir structurel du capital, de la libéralisation des marchés et de la mise en place de conditions favorables aux investissements privés⁸³. La mise en place de ce dispositif institutionnel laisse encore un rôle aux États capitalistes. Dans le cadre de leur internationalisation, ceux-ci doivent notamment offrir un cadre juridique favorable à l'implantation des politiques d'austérité et participer aux forums multilatéraux où est en jeu la récolte d'investissements privés étrangers. Dans une large mesure, le néolibéralisme, qu'il ait ou non un « visage humain », est compatible avec la célébration d'institutions cosmopolites, une société civile globale et diverses formes d'amalgames institutionnels polyarchiques⁸⁴. D'où le fait que plusieurs libéraux se réclament à la fois de Adam Smith et de l'héritage cosmopolite de Emmanuel Kant. Or, si les néoconservateurs se réclament parfois d'Adam Smith, en faisant bien attention de ne pas le resituer dans son contexte, ils ne célèbrent pas l'héritage cosmopolite de la tradition kantienne. Aussi, si dans l'espace public on entend une rhétorique néolibérale en faveur d'un État désengagé sur le plan social, cette rhétorique s'est avérée compatible avec un mouvement conservateur en faveur d'un État sécuritaire fort où le pouvoir exécutif s'appuie, sur le plan intérieur, sur un nationalisme anti-libéral pour dénoncer « les paralysies » occasionnées par le pouvoir législatif et « la rectitude politique imposée » par les chartes des droits de la personne institutionnalisés au sein des États de droit libéraux à la suite de la Seconde Guerre mondiale. On assista progressivement à la formation d'*États adoptant des pratiques néoconservatrices* dont l'hégémonie s'étend à travers un ensemble d'institutions, de médias corporatifs, et de forces sociales qui façonnent un pouvoir exécutif discrétionnaire, une gouvernementalité de la contingence⁸⁵ et un horizon de guerre perpétuelle⁸⁶. Ceci se produit au dépend des pouvoirs législatifs et juridiques, ainsi qu'au détriment des espaces publics démocratiques. Contre l'accent de la tradition libérale sur la rationalité, la délibération publique et l'interdépendance entre les libertés civiles, les libertés individuelles et l'État de droit, la tradition conservatrice invoque la tradition, la décision et l'affaiblissement des pouvoirs législatifs et juridiques qui contrebalancent le pouvoir exécutif dans une société ouverte et un État de droit.

Ce bloc historique transatlantique néoconservateur gagne en popularité

⁸³ Gill, *Power and Resistance*, supra note 60 aux pp. 116-42.

⁸⁴ William I. Robinson, *Promoting Polyarchy: Globalization, US Intervention and hegemony*, coll. Cambridge Studies in International Relations, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

⁸⁵ David Grondin, « The New Frontiers of the National Security State: The US Global Governmentality of Contingency » dans Miguel de Larrinaga et Marc G. Doucet, dir., *Security and Global Governmentality: Globalization, Governance and the State*, coll. New Security Studies, New York, Routledge, 78.

⁸⁶ Andrew J. Bacevich, *Washington Rules: America's Path to Permanent War*, New York, Metropolitan Books, 2010.

notamment parce qu'il redonne aux individus l'impression d'exercer une souveraineté sur quelque chose à travers leurs parlements. Cet exercice de la souveraineté néoconservatrice se traduit par le pouvoir d'exclure et l'exaltation du « même ». Il se déploie à travers les mesures sécuritaires venant façonner une nouvelle alchimie postcoloniale des relations amis-ennemis. Les pratiques disciplinaires exercées à travers elle structurent un état de tension sociale permanent. Il a pour toile de fond l'expansion des mesures d'austérité compétitives, mais cette expansion est expérimentée au sein de modes de vie qui militent en faveur d'une néoracialisations des solidarités sociales et qui se traduit notamment par un militantisme contre les politiques d'affirmation positive, la diversité culturelle, la tolérance religieuse et contre les politiques de reconnaissance à l'endroit des catégories sociales non-hégémoniques et subalternes⁸⁷. Afin de venir étoffer cette thèse en la complétant par une analyse du droit international, plusieurs registres pourront être mobilisés : observe-t-on une transformation des politiques d'immigration et une prise de distance des États par rapport à leurs obligations à l'égard du droit international sur les réfugiés? Quels droits fondamentaux sont favorisés au détriment de quels autres droits? Observe-t-on une croissance du profilage racial, politique et social? Ce sont certains secteurs du droit au point de convergence de l'État et de l'international qui devront être étudiés davantage.

L'intention de cet article était de mettre en relief et de contribuer à clarifier certaines tensions conceptuelles en sociologie des RI. Cette intention n'était pas seulement théorique. Les concepts sur lesquels nous avons cherché à jeter un éclairage incarnent des relations sociales, des dispositifs institutionnels et des pratiques sociales à travers lesquelles se déploient des relations de pouvoir qui ne sont pas naturelles, mais situées historiquement. Dans la première section de l'article, nous avons retracé la trajectoire de la notion de globalisation au sein de la sociologie des RI, en nous attardant notamment sur certains éléments de la *Globalization Theory* à propos desquels nous avons émis des réserves. Dans la deuxième section, nous avons cherché à montrer que, si la globalisation était nécessairement capitaliste, les périodes de mondialisation, elles, ne le sont pas nécessairement. Il y a eu des périodes de mondialisation à des époques non capitalistes et lors desquelles l'Europe était encore un ensemble plus ou moins cohérent. La globalisation capitaliste entraîne avec elle un ensemble d'impératifs sociaux et une transformation anthropologique fondamentale du rapport entre les humains et le marché d'abord, puis, entre eux, et entre eux et la nature. La trajectoire politique de la globalisation capitaliste n'est ni linéaire, ni complètement prévisible. Contrairement à ce que soutiennent trop d'approches marxistes orthodoxes, les formes de médiations politiques qu'elle subit ne dépendent pas plus aujourd'hui qu'hier, de la seule logique du capital. Nous accueillons donc avec scepticisme les théories diagnostiquant l'effritement global de la souveraineté de l'État, voire son extinction rapprochée. L'analyse historique met en relief que des

⁸⁷ Alana Lentin et Gavan Titley, *The Crises of Multiculturalism: Racism in a Neoliberal Age*, Londres, Zed Books, 2011.

arrangements institutionnels des plus variés peuvent accommoder les relations sociales capitalistes, et que celles-ci restructurent les institutions sous sa pression de façon périodique. Il n'empêche, ses nouveaux arrangements sont toujours effectués à des coûts et des bénéfices inégaux, et ils naissent de l'interaction entre les unités garantissant l'autonomie institutionnelle de la sphère économique. Dans une troisième partie, nous avons cherché à mettre en relief le fait que l'État capitaliste américain et le bloc historique nord-atlantique qu'il a contribué à constituer, s'inscrivaient dans une longue trajectoire historique forgée par les idéologies libérales et conservatrices. Cette histoire est ponctuée d'éléments de continuité mais, également, de rupture, notamment en ce qui a trait à la production et à la médiation des relations de pouvoir que le néolibéralisme et le néoconservatisme incarnent. La récente vague de *nord-atlantisation des pratiques néoconservatrices* participe non seulement aux accroissements des inégalités au sein de l'État social⁸⁸, mais également à la mise sous tension des libertés civiles institutionnalisées dans l'État de droit après 1945. Enfin, à l'encontre de plusieurs théories ambiantes, notre analyse ne renonce pas aux catégories fondamentales de la théorie politique moderne et elle résiste à la tentation de célébrer l'An un de la refondation des sciences sociales. Nous avons plutôt soutenu que la théorie sociale marxiste, quand elle ne se défile pas devant la nécessité d'un examen critique de ses énoncés théoriques et de ses lieux communs empiriques, demeure indispensable pour comprendre les contradictions, les relations sociales et l'internationalisation des relations de pouvoir dans la modernité capitaliste.

⁸⁸ OCDE, Direction de l'Emploi, du travail et des affaires sociales, *Toujours plus d'inégalité: Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Paris, OCDE, 2011, en ligne: Organisation de coopération et de développement économiques <http://www.oecd.org/document/10/0,3746,fr_2649_33933_49147850_1_1_1_1,00.html>.